

• **Énergies**

Quel mix énergétique pour le futur ? p.4

• **Culture**

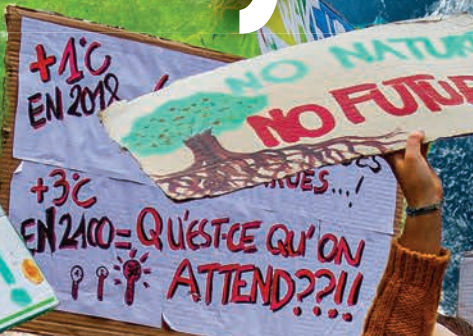
Portraits en majesté p.10

USAP
Que ça fait du bien !

p.9

COP 26

Des actes, vite !



2 € - N°3902 - Semaine du 05 au 11 novembre 2021



SOYONS LE CHANGEMENT !





Quel temps fait-il à Glasgow?

Tel le chevalier blanc, notre président est arrivé, triomphant, au pied des remparts écossais au son martial des cornemuses. Animé d'une ardeur sans pareille, il s'est vanté d'un bon classement de la France en termes d'émissions de gaz carbonique et il a aussitôt fait la leçon à la terre entière, sommant les plus gros pollueurs de réduire drastiquement leurs émissions de CO2. C'est oublier un peu vite que les résultats de la France, un peu moins mauvais que les autres, sont dus à nos centrales nucléaires à laquelle il vient de se convertir récemment après avoir fermé Fessenheim. Le moindre mal n'est pas un bien. Son inaction dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique est constatée par tous. On pourrait titrer : Macron, à la recherche du temps perdu...

Vanessa Nakate, une jeune militante du climat en Afrique, dénonce l'hypocrisie de la France avec l'ouverture sur le continent de quatre cents nouveaux puits de pétrole par Total Energies. Ce même continent où des femmes et des enfants peuvent faire dix kilomètres pour ramener l'eau tirée d'un puits boueux. La même planète, si on veut, le même monde, sûrement pas. L'Afrique, souligne encore la jeune femme, produit 3 % des gaz à effet de serre dans le monde, mais en subit en retour les effets parmi les plus dévastateurs. Les vingt pays les plus riches de la planète, fracturés aussi par les inégalités, produisent à eux seuls 80 % des émissions mondiales, mais à brève échéance un milliard d'habitants des pays les plus pauvres seront frappés par les sécheresses, les inondations, les famines. Ce sont ces mêmes pays qui attendent toujours les cent milliards d'aide qui leur avaient été promis en 2015.

En Argentine, une autre jeune femme, Nicky Becker, le dit avec force. « *On ne peut pas résoudre la crise sans parler de justice sociale et de déséquilibre Nord-Sud.* » C'est ce que vont rappeler pendant deux semaines les manifestants sur place et dans le monde. Souvent des jeunes par dizaines de milliers. Ces jeunes pour qui Greta Thunberg lançait à ceux qu'on nomme grands, « *vous dites aimer vos enfants mais vous leur volez leur avenir* ».

Pour sa troisième « rencontre des jours heureux », le 27 octobre, Fabien Roussel a proposé un pacte à 140 milliards par an pour le climat, conformant ainsi les dépenses écologiques de l'État aux préconisations du Giec. « *Nous sommes dans la décennie du possible* » assure le député du Nord, estimant « *urgent de rompre avec le système capitaliste, qui, pour gagner encore plus d'argent, exploite les êtres humains mais aussi la Terre.* »

Annonces

Forum populaire à Prades. Stop à la destruction des terres agricoles !

Samedi 6 novembre à 10h30 - Place de la République à Perpignan

Castanyada de soutien aux sans-papiers

Dimanche 7 novembre à partir de 15h. Parc Ecoiffier Alénia.

15h « Présentation de l'association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers et enjeux de l'observation des droits des personnes à la frontière » par Margot Bonis du réseau Hospitalité.

17h Castanyada, vins primeurs et animation musicale par Maya et Virgile, chansons sur un air d'accordéon.

UTPC - Conférence de Gilles Cohen-Tannoudji. Des nouvelles de l'univers : relativité et quanta, impossible le mariage ?

Vendredi 12 novembre à 18h30 - Travailleur Catalan 44, avenue de Prades à Perpignan

Ciné-débat avec Femmes Solidaires 66 autour du film « Kimbidalé »

Mardi 23 novembre à 18h - Médiathèque 15, rue Émile-Zola à Perpignan.

Manifestation nationale des retraités à Paris

Jeudi 2 décembre (s'inscrire avant le 15 novembre auprès de Gérard Ribes au 06 48 99 52 34 ou Margot au 06 60 67 97 86)



Pour régaler famille, ami-e-s,
Le saumon fumé 2021
pointe le bout
de ses nageoires !



Commande

avant **le 30 novembre 2021 - 18h** dernier délai

au **06 70 64 83 67** ou

rc.barboufat@gmail.com

(Pour éviter erreurs ou doublons, n'utiliser que cette adresse mail, svp)

Saumon frais fumé, détaillé et emballé sous vide
par l'équipe de Barboufat et Compagnie

Paquets de 250g ou 500g (à 30/50g près)
32€ le kg

Au PROFIT
du TRAVAILLEUR CATALAN



A retirer contre règlement au siège du
Travailleur Catalan
44 avenue de Prades Perpignan
pendant la librairie de Noël

samedi 11 décembre
de 15h à 19h

(Les commandes non retirées seront remises à la vente)

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et député du Nord, candidat à l'élection présidentielle, publie un livre pour se présenter et avancer les premières propositions qu'il souhaite verser au débat.

Un livre à lire et faire lire absolument.

Ma France Heureuse, solidaire et digne

Ce livre, au prix unitaire de 16,50 €, est à commander auprès de la fédération du PCF 66 fede66@66.pcf.fr, les chèques doivent être à l'ordre de « ADF PCF 66 » et envoyés à

Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.



www.letc.fr

suivez-nous sur



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante /
Directrice de publication
Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Priscilla
Beauclair
Une : ©Georges Bartoli, Delphine Claireau, Jean Pouech.
Illustrations :

© Delgé
Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200
Elne (France)
Webmaster
Priscilla Beauclair /
Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC: abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Présidentielles

Les propositions de Fabien Roussel en matière de santé

Les différentes politiques de casse ont mis à mal l'appareil sanitaire français. Fabien Roussel, candidat du PCF à l'élection présidentielle, dévoile ses propositions pour remettre sur pied cet édifice social.

En priorité Fabien Roussel veut s'attaquer à l'ensemble des lois qui « ont transformé l'hôpital public en entreprise marchande ». Il déclare que « les soins devront être accessibles à tous dans tous les territoires de la République avec un tiers-payant effectif ». Pour lui, « la fermeture de 5.700 lits en pleine pandémie est inacceptable ! »

Les dépressions, angoisses, burn-out et autres souffrances se sont démultipliés avec la crise sanitaire. Pendant ce temps la France forme vingt fois moins de psychiatres qu'il y a vingt ans. Les logiques de rentabilité ont fait un massacre. Fabien Roussel veut « redonner toute sa place au secteur psychiatrique afin de permettre un réel accès aux soins ».

Il milite pour « la mise en place d'un pôle public du médicament ». Il prend l'exemple de Sanofi (12,3 milliards en 2020 contre 2,8 en 2019) qui « filiale » ses usines de production de principes actifs (80 % sont produits en dehors de l'UE). Sa volonté est « de

retrouver la souveraineté sanitaire de la France ».

Contreparties aux aides publiques et créations de milliers d'emplois

Dans son programme, Fabien Roussel veut imposer « des contreparties aux aides publiques de l'État perçues par les entreprises pharmaceutiques avec en retour la mise en place d'un programme public de production et de distribution de médicaments ».

Il propose de « créer un réel service public de l'autonomie, couvert à 100 % par la Sécurité Sociale (branche maladie) ».

Il recrutera « dès 2022, 100.000 emplois par an sur 3 ans en EHPAD et 100.000 aides à domicile avec la création d'un service public du grand âge avec une revalorisation des salaires de ces personnels ».

Ces mesures seront financées « par une contribution solidarité des actionnaires à hauteur de 2 % des dividendes (2 milliards en 2021) ». En France, une



« Sortir la production et la distribution de médicaments du modèle marchand. »

personne sur 4 souffre d'une incapacité, d'une limitation d'activité ou d'un handicap.

Fabien Roussel veut « les considérer avec dignité, comme de réels sujets de

droits, et les faire sortir de la logique paternaliste ». Pour cette raison, il veut rendre « la déconjugalisation de l'AAH effective ».

Dominique Gerbault

Hôpitaux publics

Le saboteur amnésique

Le ministre de la Santé Olivier Véran conteste le nombre de lits fermés dans les hôpitaux publics, s'étonne des démissions de soignants, accuse ses prédécesseurs de ce désastre.

© Jean Pouech



Olivier Véran parle d'une « fatigue de la profession. »

M. Véran oublie qu'en tant que rapporteur du budget de la Sécurité sociale jusqu'en 2019, il a défendu trois budgets d'austérité qui ont accéléré la destruction de l'hôpital public (1,4 milliards d'euros de moins en 2018). Il oublie les grèves répétées des personnels hospitaliers, des urgentistes, pour demander des moyens. Il oublie qu'avec son compère Gabriel Attal, référent santé de Macron, ils étaient dans le gouvernement de François Hollande au cabinet de Marisol Touraine alors ministre de la Santé. Il oublie sa gestion désastreuse de la crise sanitaire du Covid-19 et ses conséquences.

Nécrologie du système de santé

Au moment où l'hôpital fait face à une pénurie inédite de médecins, soignants et aide-soignants qui démissionnent pour entamer une reconversion professionnelle, que les étudiants infirmiers désertent les écoles, Olivier Véran parle d'une « fatigue de la profession » à qui il propose des alternatives ou autres manières d'exercer leurs métiers. Dans le même temps, il n'hésite pas à évincer des milliers de professionnels de santé non-vaccinés ou de les maintenir sous le joug d'une sanction. Sans scrupule,

il affirme que le Ségur de la Santé « redonnait espoir » et qu'une nouvelle ère commençait avec « la fin du dogme de la fermeture de lits », instaurant une revalorisation des salaires qui ne compense même pas le gel du pouvoir d'achat des hospitaliers.

20 ans d'austérité

Olivier Véran fustige ses prédécesseurs : « Il y a des décisions qui n'ont pas été prises il y a 20 ans, on les paye aujourd'hui ! ». Néanmoins, comme Agnès Buzyn avant lui, il refuse de chercher les moyens financiers nécessaires à un système de santé digne des Français. La baisse des budgets de la Sécurité Sociale et de l'Assurance maladie, l'instauration d'un « forfait patient urgences » ou encore le refus de mettre en place la transparence sur les médicaments, sont le coup de grâce pour les urgences, l'hôpital public et notre système de santé. Le ministre de la Santé et le gouvernement portent une lourde responsabilité dans cette destruction qui met nos vies en danger. Ils n'ont tiré aucune leçon des erreurs commises au début de la crise sanitaire. Assurément, la logique de rentabilité ne rime ni avec santé ni avec dignité.

Ray Cathala

Énergies

Le rapport RTE fait l'évènement

À la demande du gouvernement, RTE (Réseau de Transport d'Électricité) a produit son rapport. Un bon support pour stimuler les débats, les réactions et les réflexions sur « Le Mix énergétique du futur ».

Assez éloigné des kystes idéologiques installés et des certitudes « quasi religieuses » en matière de mix énergétique et d'avenir, le rapport donne à lire six scénarios différents d'ici à 2050. Les médias, les associations, les partis politiques s'en sont emparés et les commentaires sont nombreux. Les questions posées au monde en général et à la nation française commencent à

être connues massivement. Le réchauffement climatique est admis et une nécessaire ré-orientation des sociétés et des productions et des consommations d'énergie s'impose.

Dans les six scénarios, disparition des énergies fossiles d'ici 2050

La question de l'évolution de la consommation énergétique générale est donc posée. Dans tous les cas, l'objectif est de réduire cette consommation et de passer de 1600 TW (térawatts) en 2020 à 930 TW en 2050, soit une diminution de 40 %, toutes sources d'énergie confondues (fossiles, électricité renouvelable, et énergie électrique nucléaire). Comme précisé dans le texte, cette hypothèse de diminution n'impliquerait aucun changement important dans nos modes de vie, mais supposerait un changement important dans le domaine de l'efficacité énergétique et des technologies. Cette diminution semblerait accessible et l'idée est pour l'instant partagée par nombre de scientifiques. De toutes façons, les besoins en électricité seront

en hausse. Ainsi, dans le même temps, la disparition des énergies fossiles entraînerait une augmentation de la part de l'énergie électrique dans le mix (renouvelable et nucléaire), passant de 25 % à 55 %, mais aussi une augmentation notable de la production passant de 430 TWh aujourd'hui à 645 TWh en 2050.

Avec ou sans le nucléaire ?

Il faudra donc produire plus d'électricité. Comment? Les six scénarios diffèrent. Trois évoquent une production 100 % renouvelable, non nucléaire (M0, M1 et M23). Les trois autres (N1, N2 et N03) incluant le nucléaire à différents niveaux (de 26 % à 50%) dans le mix de production. Dans tous les cas, il y aurait forcément augmentation notable de la production solaire

et éolienne, confrontée à de vrais défis technologiques, logistiques et aux incertitudes. La gestion de l'intermittence et les surfaces utiles posent problème. Le scénario M0 nécessiterait, par exemple, l'érection de 35 000 nouveaux mats éoliens et une surface utile au sol pour le solaire d'à peu près 200 000 ha (2000 km²), pas forcément au sol. De plus, de grands progrès dans le stockage et dans le domaine de nouvelles sources, dont l'hydrogène seront nécessaires.

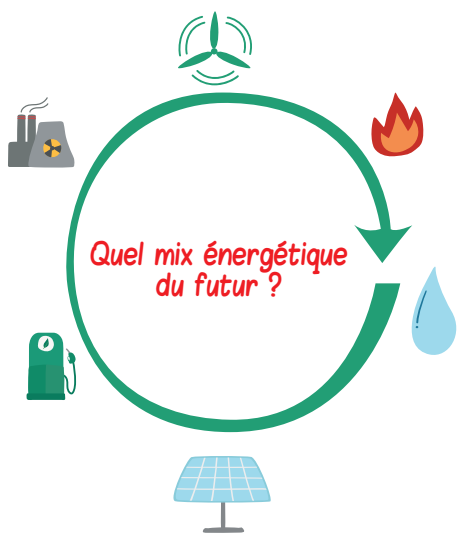
Le débat est maintenant ouvert qui ne manquera pas d'apparaître dans la campagne politique d'aujourd'hui, celle des présidentielles et des législatives à venir. Le mérite des documents produits est là. Chacun peut s'en emparer.

Michel Marc

Réseau de Transport d'Électricité

2000. Fin du monopole d'EDF et création d'un gestionnaire indépendant pour le transport. 2005 Naissance de RTE, société anonyme, filiale à 100 % d'EDF.

2016 RTE passe aux mains de CTE (Coentreprise de transport d'électricité) détenue par EDF à 50,1 %, par la caisse des dépôts (29,9%) et CNP assurances (20%). Contesté par la CGT et le PCF qui y voient là les prémices de découpages à venir et de privatisations par lots.



Quelques vérités sur les immigrés

Face aux semeurs de haine et aux naïfs qui accueillent leurs excès d'une oreille par trop complaisante, quelques chiffres disent une tout autre réalité. Pour ce qui est de l'« invasion » migratoire, un ouvrage de François Héran, publié par *La documentation française*, précise que la part d'immigrés en France est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique...). D'autres sources constatent en outre qu'actuellement les flux d'immigrés se réduisent assez fortement.

Quant à une autre idée reçue, qui clame que les immigrés ruinent la France, elle est nettement contredite par le constat fait par l'OCDE (un organisme que l'on ne saurait qualifier d'islamo-gauchiste). La contribution des immigrés - impôts et cotisations - est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale.

Région PACA

La privatisation de la SNCF sur les rails

La majorité régionale de droite vient de voter la concession de la ligne Marseille-Nice à un autre opérateur que la SNCF.

Pour la première fois en France, la SNCF va perdre la gestion d'une ligne ferroviaire à l'horizon 2025. Depuis son arrivée à la tête de Paca, la droite pousse fort pour casser le monopole du service public des TER. Elle est bien aidée par l'Union européenne dont une directive rendra obligatoire, en 2023, la mise en concurrence de tous les appels d'offres pour le ferroviaire. Le sous-investissement de l'État, les attaques successives contre la SNCF, l'insuffisance de moyens dans la maintenance des installations... ont fini le travail en créant des dysfonctionnements qui ont servi de prétextes à cette privatisation. Renaud Muselier, président LR de la Région PACA précise que la convention avec Transdev « promet de doubler la fréquence quotidienne » (7 à 14 allers-retours), « d'assurer 97,5% de ponctualité et seulement 0,25% d'annulation ». Le tout « sans augmentation de prix du billet ni du contrat pour la Région ». « Les engagements que l'on a pris vont dans le sens d'un service fiable », se félicite, de son côté, Sylvain Joannon, directeur régional de Transdev.

Les cheminots ripostent

Venus de toute la France, plus de 2 000 cheminots, à l'appel de la CGT et de l'Unsa, ont manifesté à Marseille devant le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour dire, au président de la Région, leur farouche opposition au choix politique de confier une partie de l'activité des TER à un opérateur privé. Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminot, reste ferme. « Les cheminots ont prévu de ne rien lâcher ». « Il est hors de question que le dumping social devienne le carburant de la libéralisation des trains. » Jérémie Bacchi, sénateur PCF s'insurge. « On a fait



À Marseille, les cheminots ont prévu de ne rien lâcher.

croire que la libéralisation allait tout régler, mais elle ne règle rien » et cite l'exemple de l'envolée des factures de l'énergie depuis que le secteur a été offert à la concurrence.

L'exemple du fret démontre à lui seul l'impasse que représente la libéralisation du secteur ferroviaire. Entre 2008 et 2014, il a perdu 20 % de trafic et représente désormais moins de 10 % du transport de marchandises en France. Or c'est ce même principe de fragmentation du réseau avec des concessions « à la découpe » de telle ou telle ligne qui sera appliqué au trafic voyageur.

Les leçons de la crise sanitaire sur le service public, la rationalité économique et l'intérêt général exigent de ne pas renouer avec les compagnies ferroviaires concurrentes d'avant 1936.

Dominique Gerbault

Soudan

La résistance s'amplifie

Dans tout le pays, la population défie la junte militaire et depuis le déclenchement du coup d'État, la désobéissance civile gagne en ampleur.

À Khartoum, ville quasi morte pour cause de grève générale, des dizaines de milliers de manifestants ont bravé les balles de l'armée pour demander le retour des civils au pouvoir. Le quartieron de généraux qui s'est installé au pouvoir au Soudan pensait peut-être qu'en coupant Internet et en restreignant l'utilisation des lignes téléphoniques ils empêcheraient toute protestation : les militaires en sont pour leur frais. À l'appel de nombreuses associations, de syndicats et d'organisations politiques (notamment le parti communiste soudanais dont les militants sont très présents), interdits, les Soudanais sont entrés en « désobéissance civile », juchés sur des barricades et devant faire face aux balles réelles en caoutchouc et aux grenades lacrymogènes des forces de sécurité. Khartoum est, depuis le début de la semaine, semblable à une ville morte. Pas un jour ne s'est passé sans que des rassemblements n'y

soient organisés ainsi que dans sa cité jumelle, Omdurman, et les grandes villes du pays.

Des comités de résistance efficaces

Les rassemblements dans les quartiers ont été particulièrement efficaces, organisés par les comités de résistance mis en place depuis le soulèvement contre le régime de Omar el-Béchir, soit depuis décembre 2018, et restés actifs. Des groupes de protestation ont bloqué les routes avec des pierres, des briques, des branches d'arbres et des tuyaux en plastique pour tenter d'empêcher toute tentative des forces de sécurité d'entrer. Al-Burhan, le chef des putschistes, a déclaré qu'il souhaitait que Abdullah Hamdok, premier ministre civil de la transition, forme un nouveau gouvernement indépendant, ajoutant qu'il ne lui demanderait que de choisir un ministre parmi les 18 États soudanais. Ce qui laisse penser que le but ultime du coup d'état pourrait bien être une purge au sein de la direction de la transition. Quant au Conseil souverain, organe de la transition, il pourrait comprendre un représentant pour chaque province. Selon certains de ses proches, le Premier ministre évincé par l'armée soudanaise serait prêt à négocier la formation d'un nouveau gouvernement à condition que l'armée annule son coup d'État et libère des détenus.

Ceux qui pensent que les généraux auteurs du coup d'état veulent éviter toute enquête sur les massacres perpétrés pendant les journées qui ont amené à la chute du dictateur el-Béchir et garder leurs prérogatives économiques à l'instar de leurs homologues égyptiens, ne sont certainement que de mauvais penseurs.

Roger Rio



À Khartoum comme dans tout le pays, les Soudanais sont entrés en désobéissance civile.

Hongrie
Qui se ressemble s'assemble

En visite officielle en Hongrie, Marine Le Pen a été reçue comme une cheffe d'État par le Premier ministre Viktor Orban, le 26 octobre dernier. Cette visite faisait suite à celle du xénophobe Eric Zemmour, il y a un mois (certes, ce dernier n'avait eu droit qu'à un entretien loin des caméras). Pensez donc, une candidate qui semble discuter d'égal à égal avec un chef de gouvernement étranger, tout un symbole ! N'avait-elle pas déjà essayé avec Vladimir Poutine en 2017 ? L'autre objectif était de se tenir au côté de celui qui est le représentant le plus populaire et le plus résilient du courant « populiste » en Europe. « La Hongrie de 2021 se place à la pointe du combat pour la liberté des peuples » avait-elle déclaré. Qu'on en juge !!!

Viktor Orban a fait inscrire l'interdiction du mariage et de l'adoption par des couples de même sexe dans la Constitution. Les médias d'opposition sont muselés, la durée du travail peut aller jusqu'à 56 heures par semaine, les heures supplémentaires sont payées... dans les trois ans. Vous avez dit liberté des peuples ?

Michèle Devaux

Europe

La nouvelle guerre de la pêche

L'accord longuement négocié entre l'Europe et le Royaume-Uni concernant l'accès des bateaux de pêche français aux eaux territoriales britanniques est très mal respecté par le gouvernement anglais.

En théorie, il existait un droit d'accès aux eaux britanniques pour les pêcheurs français dans le cadre de l'accord négocié au nom de l'Europe par Michel Barnier avec le gouvernement du Royaume-Uni. En pratique, il apparaît que les choses ne se déroulent pas comme prévu. Ainsi, la France a demandé à la Commission européenne d'agir « fermement » pour « accélérer » la mise en œuvre de l'accord de pêche post-Brexit conclu avec le Royaume-Uni. Les bateaux anglais doivent désormais passer devant un service d'inspection vétérinaire depuis que notre voisin d'outre-manche n'est plus membre de l'Union européenne.

Selon l'AFP, « les pêcheurs français dénoncent le retard pris dans l'attribution des licences attribuées pour accéder aux eaux britanniques, près de huit mois après l'accord sur la pêche entre Londres et Bruxelles. Dans le cadre de cet accord, le Royaume-Uni doit



Seuls 22 bateaux français sur 120, ont reçu une licence de pêche dans les eaux britanniques.

délivrer des licences de pêche pour la zone des 6-12 miles marins ». Mais le gouvernement britannique freine cette mise en place. Selon Olivier Leprêtre, président du comité régional des pêches, « le Royaume-Uni n'a accordé de licence pour accéder aux eaux bri-

tanniques qu'à 22 bateaux sur 120 ».

43 % des stocks de poissons surexploités dans l'Atlantique nord-est

Cette difficulté à faire respecter l'accord conclu entre l'Europe et le Royaume-

Uni sur l'accès des bateaux européens aux eaux territoriales britanniques intervient alors que l'état des stocks halieutiques en Europe n'est pas bon selon la note que le Conseil scientifique, technique et économique des pêches (CSTEP/STECF) vient de fournir à la Commission européenne. Cette note indique que « pour la dernière année connue (2019), 43 % des stocks évalués dans l'Atlantique nord-est sont encore surexploités. Et parmi ceux qui ne sont pas surexploités, quatre restent à des niveaux trop faibles, inférieurs aux limites de sécurité biologique ». Dans cette affaire ce sont essentiellement les petits artisans pêcheurs qui font les frais du conflit, eux qui ne sortent pas des zones proches des côtes anglaises et françaises. Une fois de plus, qu'ils soient anglais ou français, la survie des petits métiers est posée à l'occasion de ce bras de fer.

R.R.

Vallespir

Le quatrième Pont de Céret contesté

Une nouvelle réunion d'information au public, à l'initiative du collectif « bien vivre en Vallespir », a rassemblé soixante-dix personnes à Maureillas. Un succès pour les organisateurs.

Le projet de pont, monumental (330m), est décrié depuis plusieurs mois par une partie non négligeable des habitants du triangle Saint-Jean-Pla-de-Corts/Céret/Maureillas. Plusieurs associations ont ainsi formé un collectif de résistance. Le projet est ancien, dans les cartons depuis plus de dix ans. Il revient aujourd'hui à la surface et semble s'accélérer. Porté par le conseiller départemental et maire de Saint-Jean-pla-de-Corts, Robert Garrabe, et par le conseil départemental, il est censé « fluidifier la circulation routière entre la plaine et le haut Vallespir à l'entrée de Céret ». Le coût est important (prévisions à 40 millions) et l'emprise sur le paysage existant ne l'est pas moins.

Un débat et des échanges extrêmement sérieux

S'appuyant sur des textes existants, « officiels », (DDTM, communauté des communes, préfecture, SCoT...), et sur leurs propres réflexions, les organisateurs démontraient dans une vidéo convaincante l'écart entre les objectifs affichés de fluidifier la circulation, et la réalité prévisible. Tour à tour une trentaine d'intervenants ont évoqué ensuite la zone naturelle remarquable immanquablement impactée (une centaine d'hectares), l'agriculture de proximité affaiblie et réduite, pourtant « terre à haute valeur agronomique » d'après les enquêtes officielles, la baisse systémique de l'étiage du Tech, l'existence va-



Des participants attentifs souhaitent un large débat public et une votation avant toute décision définitive.

l'idée d'espèces protégées, l'augmentation prévisible de la circulation routière dans Maureillas, le rôle des SCoT* et des dérogations régulières attenantes, les projets étonnants d'augmentation de la population à Céret et à Saint-Jean qu'il s'agirait d'interroger, la stabilité du trafic routier sur le pont du diable depuis trois ans ... « Il vaudrait mieux remettre en route la ligne de chemin de fer voyageurs Céret-Perpignan » déclarait ainsi un participant, approuvé par l'assistance. Et puis, pour terminer, des écrits du SCoT de la communauté des communes ont été projetés. Pas

d'ambiguïté possible. Un projet immobilier haut de gamme de grande dimension est bien en cours, prévoyant un golf 18 trous, un complexe thalassothérapie attendant, un complexe gastronomie, et un complexe tourisme d'affaire. Le tout le long de la nouvelle voie de circulation.

Les organisateurs souhaitent un débat public et une votation. Des démarches juridiques sont en cours.

Michel Marc

*SCoT Schéma de Cohésion Territoriale

*DDTM direction des territoires et de la mer

Drame social

Suicide d'un SDF

Avec le suicide d'Othmane le 24 octobre dernier, la liste des morts dans la rue commence à être longue.

Un jeune marocain de 31 ans a été retrouvé pendu au grillage du mur d'enceinte du centre d'hébergement d'urgence sociale (CHUS) géré par la Croix rouge, près de l'hôpital, au petit matin du 24 octobre. Il aurait été exclu du centre d'hébergement pour son « comportement agressif », serait resté

aux abords, puis délogé par la police, et y serait revenu pour mettre fin à ses jours. Autant dire le désespoir, la fin de tout espoir pour ce jeune à la rue. Le 6 octobre dernier, un jeune de 20 ans était retrouvé mort d'une overdose en centre ville. En février 2020, une handicapée de 61 ans, vivant sous une tente meurt de maladie. Un mois plus tard,

c'est un homme du même âge qui est découvert mort près de la gare. Tous morts dans l'indifférence quasi générale.

Crise de l'hébergement et manque criant de logements sociaux

Seules quelques associations, dont *Au Cœur de l'humanité* tentent d'apporter du réconfort à ces laissés-pour-compte. Toutes dénoncent la situation catastrophique de l'accueil d'urgence. Le manque de places d'hébergement (limitées à 42 au CHUS, dont seulement 5 à 6 pour filles) fait que nombre de SDF se voient refoulés et dorment dans la rue. À cela s'ajoutent le Covid (un jour de carence par semaine où tout le monde est mis dehors pour désinfection), le nombre croissant de migrants qui ne sont pas régularisés et la violence accrue dans la rue due à la drogue. On ne peut cependant pas séparer la crise de l'hébergement

d'urgence de l'insuffisance du logement social. Si certaines personnes se retrouvent à la rue c'est qu'elles n'ont pas accès au logement social. Dans les P.-O., il y a 12 500 demandes de logements sociaux. 200 à 300 demandes sont écartées pour « revenus insuffisants ». Selon la loi SRU qui fixe le seuil minimal de logements sociaux, il en manque 4734 dans le département. Parallèlement il y a 27 000 logements vacants. Qu'attend l'État pour en réquisitionner ? L'effondrement d'un immeuble à Marseille a mis en lumière l'habitat indigne. Les associations se sont emparées du problème en adoptant une charte de relogement co-rédigée avec certains nouveaux élus de Marseille. En revanche, ni le département, ni la métropole, ni la région ne participent à cette charte. Symptomatique du désengagement de l'État que les associations tentent de combler.

Anne-Marie Delcamp



La liste des décès dans la rue s'allonge dramatiquement.

Train des primeurs

Une première victoire après des années perdues !

Alors que le premier train des primeurs vient tout juste de quitter Perpignan, le PCF se félicite de la réouverture de la ligne Perpignan-Rungis.

La remise en circulation du train des primeurs vient à la suite d'une mobilisation large des cheminots et leurs syndicats, des partis politiques et de leurs élu.e.s des deux bouts de la ligne pour poursuivre une ligne de fret évitant l'équivalent de 25 000 poids-lourds sur les routes de France. Le gouvernement d'Édouard Philippe avait acté sa fermeture en 2019 malgré la vive opposition des collectivités comme la Région Occitanie, les conseils départementaux du Val-de-

Marne et des Pyrénées-Orientales. Le gouvernement a donc perdu trois ans en s'obstinant dans une logique d'appels d'offres et de mise en concurrence pour finalement donner le marché à la société Rail Logistics Europe (RLE), c'est-à-dire Fret SNCF et ses filiales européennes.

Pour le PCF, Freddy Martin, secrétaire départemental affirme : « Cette réouverture est une victoire mais elle révèle surtout l'inaptitude de la logique du marché à répondre aux grands enjeux

sociaux et écologiques de notre temps. Nous avons perdu trois ans, versé 75 000 camions en direction de Paris. La nouvelle bataille qui s'ouvre c'est celle d'un choc de l'investissement dans notre pays pour le mode ferré. C'est la capacité de la France à disposer d'une entreprise unifiée pour organiser le transport de marchandises de façon massive. Le refus du statu quo est indispensable. Dans son désengagement inacceptable, l'État n'investit qu'à la moitié du coût global de cinq millions d'euros et se décharge une fois de plus sur la Région pour payer l'autre moitié. »

Derrière le train des primeurs, il y a surtout l'abandon écologiquement et économiquement illogique de la filière FRET dans notre pays au bénéfice du tout camion. Les tonnes de marchandises toujours plus nombreuses dans nos pays sont massivement transportées par des camions extrêmement polluants, dont l'empreinte carbone accentue le réchauffement climatique. Le PCF rappelle que les entreprises qui font le choix des camions ne payent presque pas les infrastructures qu'elles utilisent tandis que celles qui font le choix du fer payent ce coût. Il faut donc

rapidement inverser cette tendance pour favoriser les modes de transports non polluants et pénaliser ceux qui polluent. Le PCF réclame simultanément un grand plan pour coordonner les besoins de réindustrialisation et de production agricole de notre pays et les besoins d'infrastructures dédiées privilégiant le fer et le fluvial.

J.P.

Le train primeurs repart : merci Castex ?



Sécheresse

La bataille de l'eau

Depuis vingt ans les ressources en eau ne cessent de diminuer de manière inquiétante.

Faudra-t-il une catastrophe sur l'approvisionnement en eau dans le département pour, qu'enfin, tous les acteurs concernés acceptent de se mettre autour d'une table et prennent le problème à bras le corps. Alors que le niveau des nappes baisse dangereusement, certains acteurs politiques préfèrent camper sur des positions politiciennes en évitant d'ouvrir le débat nécessaire quant à une gestion publique et collective de ce qui est un bien et un droit d'accès fondamental à tout être humain, l'eau. Le conseil départemental, par la voix de son premier vice-président, maire d'Elne, Nicolas Garcia, vient de faire une proposition claire et qui a le mérite de jeter un pavé dans la mare des intérêts égoïstes : créer un syndicat départemental de gestion de l'eau, à l'identique de ce qui se fait avec le Sydétom pour les ordures ménagères, dont personne, aujourd'hui, ne remet en cause la pertinence.

Qui a intérêt à faire échec à ce projet ?

Comme l'a déclaré récemment Nicolas Garcia, « Les nappes ont perdu 15 à 20 mètres. Il faut s'unir et regrouper tous les acteurs du département. Cela fait trois ans que le département milite pour ce dispositif de solidarité entre toutes nos ressources ». L'élu en charge de ces questions au Départe-

ment précise, pour que les choses soient claires « Le conseil départemental ne veut pas mettre la main sur ce nouvel outil et n'en revendique pas la présidence ». Il s'agit en effet, de créer un service public de sécurisation et de production public d'eau potable, auquel les habitants seront associés. Ce syndicat permettrait d'assurer un meilleur maillage et de rechercher des ressources alternatives pour garantir de l'eau en qualité et en quantité nécessaires à la population.

À l'évidence, ce n'est pas l'avis de tout le monde et la réaction de l'agglomération est à ce point de vue édifiante, par la voix d'un élu de Perpignan à la communauté urbaine, président du syndicat mixte Têt bassin-versant, accusant cette proposition « de vision politicienne de la politique de l'eau ». Qui, pourtant, dans cette affaire fait le plus preuve de positions politiciennes et idéologiques, en refusant la création d'un grand service public départemental de l'eau et en privilégiant souvent localement des concessionnaires privés ? L'avenir de la gestion de cette ressource fondamentale est bien trop important pour la laisser aux mains d'intérêts particuliers. L'intervention des habitants du département dans ce débat est cruciale.

Roger Rio

Elne Castanyes, vi nou et playmobils

La municipalité d'Elne, les services catalanité et animation ont permis aux Illibériennes et Illibériens, aux centaines de visiteurs, de passer un excellent week-end de Toussaint.

Dès vendredi c'est une dégustation de châtaignes et de vin nouveau qui s'est déroulée sur le parvis de la cathédrale. Sur les marches du monument classé, la fanfare Goulamas, venue de l'Hérault, a fait danser et chanter les 250 personnes présentes pour l'occasion. Toujours à la Ville Haute d'Elne, les fans de Playmobil ont pu découvrir dans trois salles différentes (Sainte-Hélène, Pardalera et ancienne Mairie) les divers décors, plus beaux et originaux les uns que les autres, construits autour des personnages Playmobil qui ont fait jouer tant de générations qui, pour beaucoup, sont restées accrocs aux petits bonshommes à la drôle de coiffure. Les mises en scène réalisées, tant par les très jeunes amateurs passionnés que par les pros, ont ravi les 2600 curieux et connaisseurs. On notera toute une planche mettant en avant les spécificités historiques voire politiques et en tout cas emblématiques de la Catalogne comme la maternité d'Elne avec Elisabeth Eidenbenz, les mamans, les bébés, mais aussi Sant Jordi terrassant le Drac, les présidents de la Generalitat de Catalunya (exilés, prisonniers, fusillés...), Pau Casals et son violoncelle, les castellers, les gegants, les segadors et même un pessebre. Beaucoup de visiteurs accueillis par les agents municipaux et les élus qui se sont fait un plaisir de cuire et servir les castanyes et de déboucher el vi nou...

Enelji

En Català



Àngels i bèsties

- El bàtlle de Bordeus no vol del TGV entre la seva vila i Tolosa, pretextant que no és ecològic... És el que prohibeix avets a la seva ciutat per Nadal perquè no hi vol "fusta morta" oi? Feia temps que no havíem dit mal d'algun ecologista, però aquest és un cas!

- La qüestió per això és de saber si lo del TGV ho diu per una raó política o per estupidesa: Potser és política perquè la seva ciutat ja és a poc temps de París amb el TGV i no vol que una altra se n'aprofiti... L'estupidesa seria de preferir realment que el trànsit sigui per carretera, lo que des d'un punt de vista ecològic és molt més condemnable...

- Lo que me fa por, és que sigui la segona hipòtesi la bona. En realitat, els ecologistes els més perillosos són els més radicals.

- Quan dius els més radicals, me sona com quan es parla de religió...

- És aquí el cas. Darrera de molts comportaments, hi ha un rerefons religiós, com si fos una pulsio fonamental de la humanitat, Déu, si goso dir, sap perquè?

- Que vols, es veu que necessitem que algú ens digui diu lo que podem fer o no fer, lo que és bo i lo que és dolent...

- Ja està, aquí tens la resposta! Davant del nombre i la diversitat dels possibles que dona la llibertat, inventem un Deu que ga la tria per nosaltres, lo que és molt tranquil·litzant...

- És clar que vist així, els comportaments ecològics més extremistes se instal·len dins d'aquest espai religiós...

- ... per exemple, donant un estatut específic a la naturalesa, presentada com una deessa absolutament bona, en el se de la qual besties i plantes viuen en harmonia ajudant-se uns als altres...

- ...ja parlar de la naturalesa com si en fóssim fora és un error, més valdria parlar del nostre entorn per exemple; de la naturalesa en fem part, i els altres animals, tal com les plantes, no son pas diferents dels homes: de vegades se sustenten i s'ajuden, de vegades se combaten i se destrueixen...

- "Ni àngel ni bèstia, i qui vol fer l'àngel fa la bèstia"...

C&C

Environnement

Quand on a un poumon vert, on le garde

Que cherche la mairie d'Argelès qui laisse abattre les chênes verts du Bois de la Sorède ?

Le maire d'Argelès, Antoine Para, aime les arbres, aime la nature et les bêtes qui la peuplent... mais uniquement sur papier glacé. La vraie nature, celle emblématique du Bois de pins, celle de la plage du Racou que tout le monde lui envie, celle du bois de la Sorède qui aux abords immédiats du village crée un poumon vert sauvage et authentique ne semble pas le concerner. Il veut dans ce bois-là étendre l'urbanisation d'Argelès et construire 483 logements sur les 14 hectares du bois. Pour cela il faut défricher, et abattre les arbres. Ça a commencé. Il a fallu que des membres du collectif fassent barrage de leur corps devant le bulldozer pour arrêter le massacre et obtenir l'arrêt d'une opération que des promoteurs bétonneurs-financiers attendent avec impatience pour s'en mettre plein les fouilles. La mairie dit que les travaux sont autorisés par l'État à la demande du promoteur. Parra est aux abonnés absents et se cache derrière des propriétaires privés. Les riverains sont excédés, la population d'Argelès est en colère. Un regroupement de collectifs et d'associations est à la manœuvre pour empêcher ce qui ne



Massacre à la tronçonneuse.

serait qu'un désastre écologique de plus, au moment de la COP 26, Argelès se distinguerait à ses dépens.

Dimanche plus de 300 personnes se sont rassemblées dans le bois de la Sorède, ont fait le tour de cette zone verte, comme pour bien marquer qu'elle leur appartient aussi un peu et qu'elles veulent la conserver. Le combat, comme les autres combats ne fait que commencer pour obtenir une suspension de l'abattage, pour faire un recours contre le PLU (plan local d'urbanisme) jusqu'à la création d'une ZAD (zone à défendre). À voir la détermination des participants, elle sera défendue.

J.M.P.

CAFÉS LA TOUR
Torréfacteur à Perpignan depuis 1925

**LE CAFÉ
FRAÎCHEMENT
TORRÉFIÉ**



11, Av. Émile Roudayre
66000 PERPIGNAN

Tél. 04 68 61 24 18 / Fax. 04 68 61 55 51

- annonces légales - annonces légales -

LC CLAIRA

SAS à associé unique au capital de 1 000 €
Siège social : Route du Barcares, Centre Commercial Carrefour Salanca
(66530) CLAIRA
878 511 195 RCS de PERPIGNAN

Aux termes de ses décisions du 30/06/2021 l'associée unique a décidé de ne pas dissoudre la Société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social. Modification au RCS de PERPIGNAN.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

VILLE D'ESTAGEL
M. Roger FERRER - Maire
6 avenue du Dr Torreilles
66310 ESTAGEL
Tél : 04 68 29 00 32

L'avis implique un marché public

Objet : Marché de prestations de services en assurance

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 15/11/21 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 27/10/2021

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.perpignanmediterranee.com/>

Rectificatif à l'annonce publiée dans Le Travailleur Catalan du 22/10/2021 concernant Hypervisoul Group : Il fallait lire : Par acte SSP du 14/10/2021 en lieu et place du 08/10/2021

Aux termes d'un ASSP en date du 20/09/2021, SPFE de Perpignan 1, le 26/10/2021, dossier 2021 00083353, référence 6604P01 2021 A 04181, la

société SOCIETE SEIZE, SASU au capital de 7 709 536 € sise 45, avenue Victor Hugo, Bâtiment 258 Sud, 93300 Aubervilliers, 326 661 774 RCS Bobigny, représentée par la SELAFA MJA (Mandataires Judiciaires Associés), sise 14/16, rue de Lorraine, 93000 Bobigny, en la personne de Maître Julia RUTH, mandataire judiciaire, et par la SELAS MJS Partners, sise 2 Ter, rue de Lorraine, 93000 Bobigny, en la personne de Maître Nicolas SOINNE, mandataire judiciaire, agissant en qualité de liquidateurs judiciaires, désignés par jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny en date 4 mars 2021, a vendu à URBAN BIJOUX, SARL au capital de 5 000 € sise 72, rue Vieille du Temple 75003 Paris, 514 224 658 RCS Paris, un fonds de commerce de vente au détail, création, diffusion d'articles de bijouterie, horlogerie sis et exploité 9 rue Louis Blanc, 66000 Perpignan. La présente vente a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 4 000 € et la date d'entrée en jouissance a été fixée à compter du 30/06/2021. La présente cession intervenant dans le cadre des dispositions légales relatives aux procédures collectives, il n'est pas fait élection de domicile pour la réception des oppositions, les créanciers ayant d'ores et déjà été invités à déclarer leur créance entre les mains des liquidateurs judiciaires.

OT CONCEPT SAS au capital de 1000 € Siège social : 34 Bd Kennedy 66100 Perpignan 881975957 RCS Perpignan L'AGE du 07/10/2021, a décidé de nommer M. Bahmou Lhoussaine 34 Bd Kennedy 66100 Perpignan à la fonction de président en remplacement de M. Bouakline Mohamed à compter du 07/10/2021 Dépôt : RCS Perpignan

A.P.I. SCI en liquidation au capital de 1524 € Siège social : 9, Cami de la Font Del Mas 66300 Ponteilla 450893441 RCS Perpignan L'AGE du 15/10/2021, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 15/10/2021. Dépôt : RCS Perpignan

RIVES 08 SCI au capital de 2000 € Siège social : 7 rue Fortuny 66000 Perpignan 502 346 547 RCS Perpignan L'AGE du 10/10/2021 a transféré le siège social de la société à 16 cours Palmarole, 66000 Perpignan à compter du 10/10/2021, et a modifié en conséquence l'article 5 des statuts. Dépôt au RCS de Perpignan

S.F.C.P SCI au capital de 1600 € Siège social : 2 bis rue Paul Bert 66670 Bages 539 054 593 RCS Perpignan L'AGE du 15/10/2021, l'ag extraordinaire a décidé de transférer le siège social de la société à 37 chemin d'Als Horts, 66670 Bages à compter du 15/10/2021, et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts. Dépôt au RCS de Perpignan

Rugby

Que ça fait du bien !

Une USAP revigorée s'impose face à La Rochelle (22-13) double finaliste la saison dernière.

Que ça fait du bien à la tête du supporter de l'USAP de quitter, pour la première fois de la saison, son stade fétiche le sourire aux lèvres, la banane en quelque sorte ! L'esprit léger, le sentiment d'avoir une équipe qui peut rivaliser enfin avec les meilleures équipes du Top 14. Ce n'est effectivement pas rien de sortir vainqueur d'un match l'opposant au finaliste 2021 du championnat de France et de la Coupe d'Europe. Une référence me direz-vous ? Bien entendu. Même si le Stade Rochelais n'a été, en de multiples situations, que l'ombre de la magnifique équipe qui avait tenu tête aux invincibles Toulousains au printemps dernier. Il faut bien reconnaître que parfois c'est l'adversaire qui vous fait déjouer, qui vous empêche de jouer.

Défense de passer

Gérald Bastide, monsieur Défense du club catalan, avait dû bouillir après la mauvaise prestation de ses troupes lors du dernier match de l'USAP à Bordeaux. Une semaine studieuse dans ce domaine s'en est suivie. Force est de constater que le travail de l'ombre a porté ses fruits. Avec en fer de lance le capitaine du jour Damien Chouly qui a réussi la bagatelle de 18 placages pour un seul raté. Messieurs les matheux, vous pouvez calculer le pourcentage. Il est colossal ! Cinq autres joueurs Taumeopeau, Mahu, Tadjer, Bachelier, Cavubati pour ne citer qu'eux, réalisent des scores à plus de 80% dans ce domaine. La meilleure attaque est parfois... la défense. Mais pas uniquement !

L'USAP excellente dans les rucks

Les Catalans ont également excellé dans un domaine où ils étaient beaucoup moins conquérants lors des dernières sorties. Les grattages au sol leur ont, sur ce match, rapporté la bagatelle de 18 pénalités. Du jamais vu par le passé pour les sang et or ! Preuve de la volonté qu'avaient les joueurs au blason de réussir un match plein contre cette belle équipe de La Rochelle, même si elle était amputée de quelques joueurs, sélectionnés, blessés ou encore... laissés en tribune. Vous avez dit complexe de supériorité ? Peut-être, sachant que les Maritimes avaient sûrement en tête la réception prochaine de Bordeaux. Comme quoi tous les matchs doivent être joués et aucun n'est gagné ou perdu à l'avance même lorsqu'on est loin d'être favori.

L'USAP ne lâche rien

Et ce n'est qu'à ce prix que de nouvelles surprises pourront encore embellir une saison qui ne s'annonçait pas des plus brillantes. L'USAP ne jouait encore pas au complet, dépouillée qu'elle était de sa « pépite » à l'arrière. Melvyn Jaminet était en effet retenu avec le quinze national. Ne parlez plus de Jaminet-dépendance même si, sur ce match, quelques points sur pénalité ont été laissés en route, faute d'un buteur fiable longue distance. Quant à la ligne de trois-quarts elle avait retrouvé quelques titulaires, ce qui a permis de réaliser un jeu à plus d'une passe et à Sipa Taumeopeau de briller à nouveau avec le numéro 13 dans le dos, son poste de prédilection. Trois essais à la clé ! Hat-trick monsieur Sipa ! Même si ses par-

tenaires l'ont bien aidé à briller, chacun élevant son niveau de jeu, mais n'est-ce pas ça la base du rugby ? Au fait le score de 22-13, ça ne vous rappelle rien, vous les nostalgiques ? Ce jour-là l'USAP était loin d'être favorite de ce match, et pourtant... Souvenez-vous ! Il y avait déjà du jaune sur le maillot de l'adversaire. De là à dire que voir (et non boire!) du jaune décuple les forces des Catalans, il n'y a qu'un pas que je vous laisse franchir.



© I.S.

Samedi l'USAP rend visite aux rouge et noir de Toulouse. Aïe ! Ne pourrait-on pas les faire jouer en jaune ? Fins aviat !

Jo Solatges



Le Prieuré de Marcevol.

© LeZibou

La rubrique du randonneur

Le P.O.T Rando'Club propose... Dimanche 7 novembre, Marcevol

Le 24 janvier 1129, l'évêque d'Elne « donne à N.S. J-C et à son Saint-Sépulcre, à la congrégation des chanoines et à leurs successeurs, et remet, entre les mains du Prieur Jean, l'église Sainte-Marie de Marcevol libre et franche avec tous ses droits présents et à venir ». Ainsi s'ouvre une période de trois siècles et demi pendant laquelle les chanoines du Saint-Sépulcre occuperont à Marcevol un prieuré.

La création de l'ordre du Saint-Sépulcre est liée à la conquête des lieux saints lors de la première croisade (1096-1099) qui verra également naître l'ordre des Templiers et celui des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Ces trois ordres auront un succès tel que des succursales s'ouvriront dans toute l'Europe notamment en France. Marcevol fut le seul prieuré de l'ordre en Roussillon et en Conflent.

Les chanoines et le prieur étaient soumis à la règle de vie de Saint Augustin : ils adoptaient les valeurs monastiques de la vie communautaire en les mêlant à l'action pastorale séculière. (*)

Durée : 3 h 35. Dénivelé : 450 m. Difficulté : facile à moyen. Assurance journalière : 3 euros. Repas grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... Départ : 8 h 45 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Renseignements Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

Pour plus de détails voir le TC numérique, rubriques : département – sport – culture.



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

suivez-nous sur



Découvrez d'autres
articles chaque semaine sur le site
www.letc.fr



Exposition

Portraits en majesté

Plus que quelques jours pour voir, au musée Rigaud de Perpignan, comment François de Troy, Nicolas de Largillière et Hyacinthe Rigaud ont, en leur temps, révolutionné l'art du portrait.

C'est une exposition d'envergure qui occupe le musée Rigaud depuis le mois de juin, elle se terminera le 7 novembre, il ne faut pas la rater. Il s'agit à coup sûr d'un événement, par sa dimension, par le partenariat avec les musées de Versailles et du Trianon qui l'a rendue possible, par le rapprochement inédit entre trois artistes actifs sous la deuxième moitié du règne de Louis XIV jusqu'à celui de Louis XV. L'exposition montre comment François de Troy (1645-1730), Nicolas de Largillière (1656-1746) et le Catalan Hyacinthe Rigaud (1659-1743) ont révolutionné le genre en France. Avec eux, le portrait change de statut, de témoignage, de représentation, il devient « une création d'art total réunissant en son sein tous les genres », et il raconte une histoire. L'accrochage, les cartels le démontrent de manière parfaitement claire. Dès l'entrée, le visiteur est confronté à sa propre



Serviteur par Hyacinthe Rigaud.



Une beau portrait signé Nicolas de Largillière.

image dans un miroir piqué, petit clin d'œil, avant de se trouver devant le célèbre portrait de Louis XIV par Rigaud, toile venue de Versailles. On apprend que Rigaud ne se glorifiait pas de son origine perpignaise, il a ainsi ajouté un D à son patronyme. Il était attaché à sa famille, voir le beau portrait de Maria Serra, sa mère. Il a aussi peint un serviteur noir, le cartel rappelle qu'en 1716 l'esclavage était prohibé en France.

Des œuvres qui éclairent l'histoire

De Nicolas de Largillière ce sont des portraits lumineux, la beauté des expressions. Il faut s'attarder sur le portrait de famille de la Marquise de Noailles et sa symbolique clairement expliquée, le souvenir du père défunt, la fuite du temps, la séparation, l'inconscience de la jeunesse. Plus loin, plusieurs œuvres déclinent la symbolique des fleurs, la rose pour la beauté, le laurier pour la victoire, le chèvrefeuille pour la longévité... Toujours, la splendeur des costumes, les couleurs chatoyantes du satin, l'or, les brocards, des

couleurs souvent choisies pour accorder le tableau à son environnement. Ces peintres, au service d'un roi dont le règne a été une guerre ininterrompue (elle représentait 57 % des dépenses de l'État), ont laissé de nombreux portraits de militaires, plusieurs sont exposés, de même des portraits d'ecclésiastiques, comme le voulait l'époque. Une époque qui voulait aussi que les portraits soient circonscrits aux hautes sphères de la société, notables et princes étaient une source de revenus intéressante pour les artistes. Le parcours se clôt sur des portraits sous l'aspect de héros de la mythologie.

Cette exposition d'une centaine d'œuvres venues des quatre coins de la France et au-delà (jusqu'à Shanghai) est une remarquable leçon d'art et d'histoire.

Nicole Gaspon

Musée Rigaud, rue Mailly, du mardi au dimanche de 11h à 17h30.



Maria Serra, mère de l'artiste par H. Rigaud.



Film

Illusions perdues

Adapté de l'œuvre éponyme de Balzac, Illusions perdues, film de Xavier Giannoli est une réussite totale, il faut courir le voir. C'est, d'abord, un plaisir visuel, de la couleur, du mouvement, des images somptueuses, une folle dynamique qui scande l'ascension et la chute de Lucien de Rubempré, poète pauvre, en mal de reconnaissance. Ensuite, une interprétation étincelante, Cécile de France, Jeanne Balibar, Benjamin Voisin, Vincent Lacoste, Xavier Dolan, Gérard Depardieu... toutes et tous superbement dirigés. Enfin, le portrait au vitriol de la presse de l'époque, la Restauration, sous la domination totale des actionnaires, de l'argent. Journalistes sans foi ni loi, critiques littéraires ou théâtraux se vendant au plus offrant... Pour le tableau des mœurs de son temps, Balzac n'y allait pas de main morte ! Le cinéaste d'aujourd'hui se plaît à faire résonner très fort ces constats tant la similitude avec la majorité de nos médias est criante.

N.G.

Associació arrels

L'associació ARRELS, amb motiu del seu 40 aniversari, es complau a convidar-vos a la presentació del llibre i de l'exposició

**40 ANYS
D'ARRELS
CATALUNYA NORD
40 ANYS
D'UN PAÍS**

L'acte tindrà lloc al Palau del Reis de Mallorca de Perpinyà el 7 de novembre de 2021 a les 11h

Confirmeu si us plau l'assistència abans dels 30 d'octubre de 2021 a arrels40anys@arrels.net

Aquesta invitació és personal i intransferible. S'aplicaran les mesures vigents el dia de l'acte decretades pel govern per contenir la propagació de la covid-19.



Aujourd'hui musiques

À l'écoute de son temps

Du 12 au 21 novembre, l'Archipel accueille la 29^e édition du festival de création sonore et visuelle qui célèbre l'union de la musique avec la danse, la littérature, la vidéo...

Le 21 octobre dernier avait lieu, au Carré de l'Archipel, la présentation de la 29^e édition du festival *Aujourd'hui Musiques* à suivre du 12 au 21 novembre. Un an plus tôt, après la présentation, c'était l'arrêt brutal des activités culturelles. C'est dire si la présentation de l'édition 2021 avait un parfum de retrouvailles, d'autant que Jackie Surjus-Collet, programmatrice, précisait que le programme de 2020 était « reporté à 80 % ». Quelques nouveautés y trouveront aussi leur place. Notons également que de très nombreux spectacles sont le fruit de commandes, résidences ou coproductions, signe que l'Archipel est un foyer de création.

La caractéristique de cette manifestation est d'accompagner la création autour des musiques d'aujourd'hui et ses liens avec la littérature, la danse, la vidéo...

Les lignes fortes de la programmation

Pour cette année, Jackie Surjus-Collet indiquait les « quatre lignes fortes » de

Ode à la nature, soutien aux artistes, le vivre ensemble et les femmes sont les quatres lignes de la programmation.



la programmation : l'ode à la nature, le soutien aux artistes, le vivre ensemble (plusieurs rendez-vous sont en format réduit), les femmes. Un festival annoncé comme « à l'écoute de son temps. » Au fil de la semaine, ce ne seront pas moins de quarante-cinq rendez-vous, dont les installations visuelles et sonores durant lesquelles le public est acteur. Ainsi, le dispositif *GeKiPe* de l'association Flashback du compositeur Alexander Vert au sein duquel les gestes du public génèrent des sons et des images (12 au 16 novembre) ;

ou *La maison sensible* du duo Scenocosme, autre installation interactive (12 au 21 novembre). Signalons aussi les déambulations sensorielles (exclusivement sur inscription au 04 68 62 62 00).

Les concerts de première partie de soirée sont en accès libre, de même, sont prévus des rencontres avec les artistes, des répétitions publiques commentées, des ateliers de pratique... afin d'amener l'art auprès de ceux qui en sont le plus éloignés.

Les nombreux rendez-vous débiteront

par *Fake*, une balade électro contée sous casque dans les rues de la ville, (libre, sur réservation). C'est le groupe Aquaserge qui ouvrira le festival avec *Perdu dans un étui de guitare*, un spectacle musical et dramaturgique autour des pièces maîtresses du répertoire contemporain revisitées, Ligeti, Varèse, Reich, Stockausen... Notons aussi *Liber*, « création hybride. » de Maguelone Vidal Ou *Mar i munt de la côte Vermeille au sommet du Canigou*, brunch et sieste gourmande électroniques. Ou le chœur Spirito sur un répertoire exclusivement féminin. Et tant d'autres jusqu'à la clôture en forme de performance, *Birds, winds and dreams* d'Alexander Vert et Thomas Penanguer, toujours Flashback, une œuvre électroacoustique immersive. Pour l'occasion, une volière géante sera installée dans le Grenat avec à l'intérieur quatre-vingt spectateurs sur des transats !

N.G.

Intégralité du programme et réservations sur www.theatredelarchipel.org ou au 04 68 62 62 00.

Vie associative - Ille-sur-Têt

Le rêve d'un Broadway catalan !

Un projet de comédie musicale 100 % jeunes ! Voici une présentation vendeuse pour le premier spectacle en préparation de l'association le Broadway Catalan.

La créativité n'attend pas pour s'exprimer, et quand l'amitié et l'envie d'expérimenter sont là, l'âge n'est pas un frein !

A Ille-sur-Têt, un petit groupe d'une vingtaine de jeunes, entre 14 et 24 ans, a décidé de mettre en commun leurs passions. Portés par une furieuse envie de vivre l'expérience de la scène, ils sont les forces vives de l'association récemment créée « Le Broadway Catalan » qui, comme son nom l'indique, a pour objectif de réaliser des comédies musicales. Adhérents et bénévoles mettent actuellement du cœur à l'ouvrage pour révéler, l'été prochain, leur premier spectacle, *Grease*. Ce spectacle, d'une heure trente, réunira pas moins de 15 personnes sur scène qui interpréteront les titres en anglais et en français.

L'union fait la force créative !

Romain et Maëlle avaient exploré l'univers des comédies musicales avec l'association Temps Danse d'Ille-sur-Têt durant 4 ans, et Mathias dans la même association avait expérimenté le hip-hop. Cette association ayant arrêté, et ne trouvant pas d'autre lieu pour pratiquer, ils ont décidé de le faire eux-mêmes. « Nous avons présenté notre projet à la Mairie. Ils nous ont soutenu, ce qui nous a permis de monter l'association. » Depuis septembre les répétitions pour le futur spectacle *Grease* ont commencé. Pour mettre tout cela en place, la jeune équipe s'est imprégnée de l'œuvre originale. Romain et Mathias expliquent qu'ils ont cherché à s'approprier l'univers de cette

comédie connue du grand public.

La comédie musicale demande des qualités multiples, entre le chant, la danse et le théâtre. Au Broadway Catalan, l'envie de découvrir et de partager est primordiale, le projet est collaboratif. « Le but est de réaliser quelque chose à notre rythme avec les qualités de chacun. Peu importe le niveau, l'objectif est d'avancer tous ensemble dans l'entraide. C'est ce qui fait que nous nous entendons si bien ! » Afin d'avoir un jugement extérieur, ils font appel à Jérôme, professeur de danse à Ille-sur-Têt, cela leur permet de peu-

finer les chorégraphies et la mise en scène. Grâce aux adhérents, aux subventions et partenariats, le projet s'épanouit. Ces jeunes artistes sont bien organisés et mettent à profit toutes leurs compétences dans les moyens de communications actuels, (Instagram, Facebook, Tik Tok), pour faire connaître leur aventure musicale qui ne fait que commencer.

Il n'y a plus qu'à attendre la date pour découvrir le travail mené. En attendant vous pouvez suivre l'association sur <https://broadwaycatalan.com/>

Priscilla Beauclair



Les jeunes artistes de l'association repètent assidûment pour interpréter la comédie musicale *Grease* devant leur futur public.

L'humeur n'a pas d'heure...

Je ne sais pas si c'est un effet du passage à l'heure d'hiver dans cette nuit du 30 au 31 octobre, mais pendant que toutes les pendules de France et de Navarre s'arrêtaient entre 2 et 3 heures du matin, mes yeux se sont écarquillés et comme si j'avais à surveiller le bon arrêt du temps (une heure et pas plus) mes esprits se sont mis au travail. Et comme souvent à des heures indues, ma Mémé, coucou la revoilà, est venue me faire la conversation.

« -Qu'est-ce que tu nous prépares comme billet d'humeur, Jean-Marie ?
 -Je crois que je vais parler du dernier bouquin de Hollande « Affronter », j'ai même pensé à un titre « Ta gueule ».
 -C'est un peu violent ? Non ?
 -Ecoute, je n'ai pas tout lu; mais ce qui s'en dit ici semble le mériter. Certes, ici, nous sommes éloignés des contingences terrestres, nous voyons les choses avec une certaine hauteur, nous sommes enclins à une certaine empathie avec tous ceux qui restent sur le plancher des vaches et doivent se tripatouiller avec toutes les difficultés et les incertitudes du quotidien. Mais là ce bouquin, quin toupet ! Comme je te disais, en occitano français, quand tu déraillais. Il vous fout dans la merde, il fout la gauche dans la panade, il a menti sur son désamour des banques, il s'est assis sur les besoins du peuple, il a tenté de détruire le code du tra-

vail, il a escagassé quelques services publics, il propulse sur le devant de la scène un Jupiter au petit pied dont, grand naïf, il ne soupçonne même pas le potentiel de trahison, tout occupé qu'il fût, à aller faire des tours de scooter le soir dans les rues de Paris, et cerise sur le gâteau, à dire n'importe quoi aux journalistes qui se régalaient devant tant de persévérance à jouer au grand homme raté.
 -Fan de chi choune, Mémé, tu l'habilles le bougre! Lui qui s'est toujours couché.
 -Quand on a mis autant de zèle à accumuler les erreurs, on se la ferme, on rase les murs, et surtout on ne prétend pas donner des leçons pour affronter quoi que ce soit, lui qui s'est toujours couché avant qu'on le lui demande.
 -Mais mémé, il dit qu'il ne cherche pas la revanche, il veut tracer « une vie nouvelle ». Il veut « dire la vérité de façon totalement désintéressée... Transmettre, telle est la mission qui incombe à toute personne dont l'expérience peut offrir une chance de plus pour la génération qui vient ». C'est lui qui le dit, bien sûr...
 -J'espère pour toi que tu ne le crois pas, je t'ai connu plus malin...»

Il est vrai que dans les insomnies la lucidité n'a pas l'éclairage maximum. Mais le propos acerbe de Mémé m'a réveillé quelques neurones et rappelé les interventions ronronnantes, mais culottées de l'ex sur les plateaux de télé

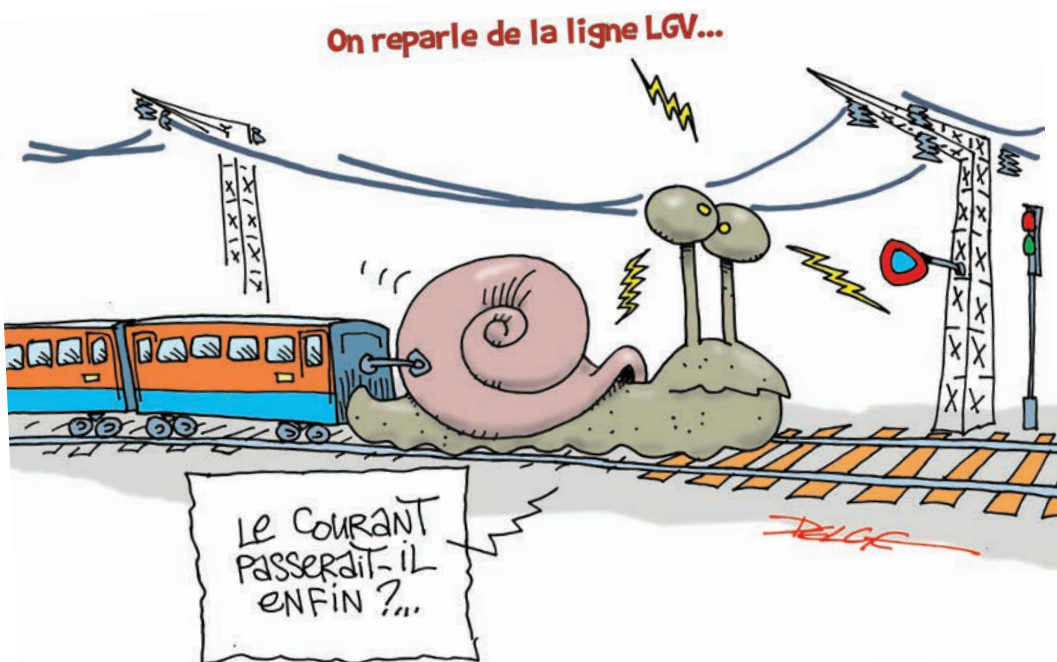


pour vendre sa soupe, et son livre, tout en dézinguant tous azimuts. À gauche Montebourg (zozo), Mélenchon (une plaie), Hidalgo, on fera avec, faute de mieux. À droite, il tape sur Pécresse, sur Bertrand. Quant à son ancien ministre Macron, il l'imagine « sautant d'une conviction à l'autre comme une grenouille sur un nénuphar », un homme insensible devant la détresse. Aucun projet politique transformateur, pour secouer le désordre dominant, pour redistribuer les richesses, pour faire que les injustices disparaissent, même un peu. Cela ne semble pas trop son pro-

blème. Pour lui il suffit que le PS ou ce qu'il en reste soit, redevienne, se donne l'image, fasse croire qu'il est capable de gouverner, c'est-à-dire de capter un pouvoir... et d'en faire ce qu'il pourra : c'est-à-dire pas grand-chose selon les expériences multiples que nous avons connues. On se rapproche de la fin du temps imparti à la mise en ordre des horloges d'hiver : dans la tête mon billet est fait. Je peux me rendormir, tranquille, jusqu'à 8 heures du matin. Merci Mémé. Autant prendre des forces, il reste tant à faire.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par DELGE



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site



Scan Moi

